



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
ET PARTICULIÈRES (CCAP)**

**PRESTATIONS DE MAINTENANCES PREVENTIVES,
CORRECTIVES ET D'ASTREINTES SUR LES
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, ECS, VENTILATION,
CONDITIONNEMENT D'AIR, DESENFUMAGE MECANIQUE
DES LOCAUX DE TELECOM PARIS SITUES A 19 PLACE
MARGUERITE PEREY CS20031 CEDEX PALAISEAU**

MARCHE N° 26 TPT 001 M

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	4
PARTIES CONTRACTANTES	5
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ	6
2.1 PARTIE FORFAITAIRE.....	6
2.2 PRESTATIONS A BON DE COMMANDE	6
2.3 DECOMPOSITION.....	7
ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHÉ	8
ARTICLE 5 : CONDUITE DES PRESTATIONS.....	8
5.1 PRISE EN CHARGE EN DEBUT DE MARCHÉ	8
5.2 EFFECTIFS	8
5.3 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE	9
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS – PROTECTIONS	11
ARTICLE 7 – ORGANISATION DES PRESTATIONS	11
7.1 ACCESSIBILITE AUX LOCAUX	11
7.2 GESTION DES BADGES.....	12
7.3 PLAN DE PREVENTION.....	12
7.4 TENUES DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	12
7.5 PLANIFICATION	13
7.6 DEGRADATIONS	13
7.7 ASTREINTES.....	13
ARTICLE 8 – INVENTAIRE CONTRADICTOIRE	13
ARTICLE 9 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
9.1 LIEU D'EXECUTION	13
9.2 SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	14
9.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	14
9.4 FORCE MAJEURE.....	14
9.5 REUNION DE DEMARRAGE	14
9.6 GESTION DE STOCKS.....	14
9.7 CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES	15
9.8 SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 10 : GARANTIE	16
ARTICLE 11 : CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
11.1 RAPPORT D'ACTIVITES – TABLEAUX DE BORD.....	16
11.2 CONTROLES QUALITE CONTRADICTOIRES	16
11.3 AUTO-CONTROLES	17
11.4 CONTROLE PERMANENT.....	17
ARTICLE 12 : VERIFICATION.....	17
ARTICLE 13 : DECISIONS APRES VERIFICATION.....	17
ARTICLE 14 : ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	17
ARTICLE 15 : MODALITES FINANCIERES	18

15.1 PRIX	18
15.2 REVISION DES PRIX.....	19
15.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	19
ARTICLE 16 : MODALITES DE REGLEMENT ET PRESENTATION DES FACTURES	20
16.1 MODALITE DE REGLEMENT	20
16.2 PRESENTATION DES FACTURES.....	20
16.3 MODALITES DE TRANSMISSION DES FACTURES	20
16.4 MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT.....	21
ARTICLE 17 : AVANCES.....	21
ARTICLE 18 : OBLIGATION DE RESULTAT - PENALITES	22
ARTICLE 19 : JUSTIFICATIS FISCAUX ET SOCIAUX.....	25
ARTICLE 20 : ASSURANCE.....	25
ARTICLE 21 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	25
ARTICLE 22 : MODIFICATION DU MARCHE.....	30
ARTICLE 23 : FIN DU MARCHE	31
ARTICLE 24 : RESILIATION	31
24.1 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	31
24.2 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE.....	31
24.3 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	31
24.4 RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL PAR TELECOM PARIS	32
24.5 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS DU TITULAIRE	32
ARTICLE 25 : REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	32
ARTICLE 26 : ELECTION DE DOMICILE / REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	33
ARTICLE 27 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	33

PRÉAMBULE

L'Institut Mines-Télécom (IMT)

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel placé sous la double tutelle du ministre en charge de l'industrie et du ministre en charge des communications électroniques, constitue un grand établissement au sens de l'article L 717-1 du code de l'éducation. Il exerce une pluralité de missions au titre desquelles figurent l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et technologique, le transfert de technologie, le soutien à l'innovation et au développement économique, ainsi que l'information et la diffusion de la culture scientifique et technique, dans les domaines de l'industrie et des services, en particulier du management, des dimensions économiques et sociales du développement technologique et de l'innovation, des communications électroniques et des technologies de l'information, de l'énergie, des matériaux et de l'environnement industriel.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse (la Direction générale de l'Institut) :

Le présent marché public entend répondre au besoin de l'établissement **Télécom Paris**.

Télécom Paris

Télécom Paris est une grande école du top 4 des écoles d'ingénieurs généralistes françaises. L'École forme ses diplômés à « Innover et entreprendre dans un monde désormais numérique ». Fondée en 1878, Télécom Paris insère aujourd'hui ses diplômés dans tous les secteurs d'activités et est considérée comme la première grande école d'ingénieurs du numérique. Elle propose une formation « à la carte » sur deux campus à Paris ou à Sophia Antipolis dans sa filiale Eurécom. Avec des enseignements d'excellence et une pédagogie innovante, Télécom Paris est au cœur d'un écosystème d'innovation unique fondé sur l'interaction et la transversalité de sa formation, son centre de recherche et ses deux incubateurs d'entreprises. Reconnue comme une unité phare de recherche dans le domaine des sciences du numérique par l'HCERES et labellisée Carnot Télécom & Société numérique, sa recherche couvre tout le champ du numérique et présente 6 axes d'expertise au niveau européen : Science des données et Intelligence artificielle, très grands réseaux et systèmes, Confiance numérique, Design - interactions - perception (réel-virtuel), Modélisation mathématique, Innovation numérique. Attractive à l'International, Télécom Paris compte plus de 130 partenariats avec des universités prestigieuses à travers le monde et accueille 55% d'étrangers sur son campus parisien et 70% sur son campus anglophone de Sophia Antipolis. Reconnue pour sa proximité avec les entreprises, cette école publique garantit une excellente employabilité dans tous les secteurs et l'accès à des postes à responsabilités.

Membre fondateur de l'Institut Polytechnique de Paris, école de l'IMT (Institut Mines-Télécom), Télécom Paris se positionne comme le collège de l'innovation par le numérique du plateau de Saclay.

PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est passé

L'Institut Mines-Télécom, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, régi par le décret n°2012-279 du 28 février 2012 modifié par le décret n°2016-1527 du 14 novembre 2016, **pris en son entité Télécom Paris, sis 19 place Marguerite Perey, CS20031, 91123 PALAISEAU Cedex, représenté par Monsieur Patrick Olivier, Directeur.**

Ci-après dénommé « Télécom Paris » ou « L'acheteur »

Et d'autre part, l'**opérateur économique** retenu suite à la procédure lancée sur la base du présent CCAP ci-après dénommée : « **Le titulaire** » ou « **Le prestataire** »

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet des prestations de maintenances préventives, correctives et d'astreintes sur les installations de chauffage, ECS, ventilation, conditionnement d'air, désenfumage mécanique des locaux de Télécom Paris situés à 19, Place Marguerite Perey CS20031 Cédex Palaiseau

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le CCTP

ARTICLE 2 : FORME DU MARCHE

Le marché comprend :

- ↳ Une partie forfaitaire (mission de base)
- ↳ une partie exécutée au fur et à mesure de l'émission de bons de commande pour des prestations complémentaires en application des articles R2362-2 et R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la commande publique sans minimum mais avec un montant maximum de 150 000 € HT pour la durée initiale du marché.

2.1 Partie forfaitaire

Les prestations, de nature forfaitaire visées au marché, sont les suivantes :

- La maintenance préventive et corrective des installations et équipements objet du marché,
- La prise en charge, la conduite et la surveillance des installations et équipements objet du marché,
- Le diagnostic et le conseil technique des installations et équipements objet du marché,
- La validation de la liste des équipements et la réalisation d'un état de santé,
- La gestion des demandes d'intervention,
- L'assistance générale et la veille réglementaire. Le prestataire est tenu par un devoir de conseil. Il doit être force de proposition afin d'assurer la mise en conformité des pratiques de l'acheteur avec les évolutions techniques et réglementaires (présentation d'actions à mettre en œuvre et des devis s'y rapportant),
- Les petits travaux d'amélioration,
- La fourniture de pièces de rechange et des consommables inclus dans le forfait.

2.2 Prestations à bon de commande

Le marché prévoit également des prestations hors forfait (à bons de commande) relatives :

- Au remplacement de pièces dont le coût unitaire d'achat attesté par la facture du fournisseur, toute remise déduite, est supérieur ou égal à 500 € H.T,
- A la maintenance préventive et corrective d'un niveau supérieur à celui défini au CCTP,
- Aux opérations de levée de réserves réglementaires pour les pièces détachées dont le coût unitaire d'achat attesté par la facture du fournisseur, toute remise déduite, est supérieur ou égal à 500 Euros H.T et pour la main d'œuvre au temps réellement passé suivant les taux horaires définis au BPU,
- Aux réparations résultant d'un usage anormal ou d'une dégradation délibérée, sauf si ces dommages sont le fait du personnel du titulaire.

Lorsque la maintenance implique la fourniture et la main d'œuvre nécessaires pour le remplacement de pièces ou d'équipements existants dont le montant unitaire est supérieur ou égal à 500 euros HT, le

titulaire doit préalablement à toute intervention, présenter à Télécom Paris, le devis correspondant. L'intervention ne peut alors se faire qu'après l'acceptation expresse de Télécom Paris de ce devis.

Télécom Paris peut émettre et notifier des bons de commande (acceptation des devis) au titulaire pendant toute la durée de validité du présent marché.

Toutefois, la durée d'exécution maximale des bons de commande émis en fin de marché et dont la durée d'exécution excède la durée de validité du marché ne peut excéder trois mois.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le Directeur de Télécom Paris ou son représentant habilité.

Les Bons de commande sont transmis par voie dématérialisée à l'adresse électronique du titulaire et comportent obligatoirement toutes indications et mentions utiles suivantes :

- La référence du marché 26 TPT 001 M,
- La désignation des prestations commandées et les quantités,
- Les délais de livraison, le cas échéant,
- Le montant total H.T.,
- Le montant total T.T.C.,
- La date d'envoi.

2.3 Décomposition

Le présent marché ne fait l'objet d'aucun allotissement.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- ↪ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes 1 et 2 (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et Bordereau de Prix Unitaire (BPU))
- ↪ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- ↪ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- ↪ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A), disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- ↪ Ce document n'est pas fourni par l'administration et est réputé connu par le Titulaire
- ↪ Le cadre de réponse technique du titulaire (CRT)
- ↪ Le mémoire technique du titulaire
- ↪ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Ces documents constituent l'intégralité du marché et des obligations de Télécom Paris et du titulaire. Les originaux des documents sus cités sont conservés par l'acheteur et font seule foi en cas de litiges ou de contestations.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentations quelconques du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Notification électronique

Télécom Paris notifie les décisions, observations, informations ou les documents modifiant le marché (avenant, acte spécial de sous-traitance etc...) par voie électronique (par courriel ou plateforme de dématérialisation).

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE

Ce marché est conclu pour une période ferme de douze (12) mois.

La durée d'exécution du marché commence à courir à partir de sa notification au titulaire.

Il peut être renouvelé, par reconduction tacite trois (3) fois à sa date d'anniversaire.

Si Télécom Paris ne souhaite pas reconduire ce marché, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance du marché initial ou d'une reconduction ultérieure.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne peut être réalisée en exécution de ce marché.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction du marché.

ARTICLE 5 : CONDUITE DES PRESTATIONS

5.1 Prise en charge en début de marché

Préalablement à la date de prise d'effet du marché, le prestataire met en place tous les moyens nécessaires afin d'être totalement opérationnel à la date de prise d'effet du marché.

Par le seul fait d'avoir soumissionné, le titulaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant le présent marché et s'être pleinement rendu compte des difficultés et conditions spéciales dans lesquelles doivent s'effectuer les prestations objet du marché.

Ceci implique l'engagement de se conformer à toutes les conditions des documents constituant le présent marché.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission définie au présent marché.

Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des divers documents contractuels.

Un état des lieux contradictoire est établi préalablement à la prise en charge par le prestataire et est réalisé au départ et à la fin du marché. Cet état des lieux est annexé au CCTP.

En cas de pandémie

Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures dès la déclaration officielle de la pandémie pour communiquer son Plan de Continuité d'Activité (PCA) à Télécom Paris.

S'il n'est pas en mesure d'effectuer les prestations, le titulaire dispose de 48 heures pour informer Télécom Paris

5.2 Effectifs

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché, la répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations, sont fixés par le titulaire dans son offre technique.

Le titulaire doit appliquer la législation en vigueur pour les modes de répartition qu'il propose.

Le personnel du titulaire est remplacé, pendant ses congés, par un personnel de qualification équivalente.

Le prestataire certifie que son personnel a reçu ou recevra, avant son intervention, la formation spécifique et les habilitations nécessaires aux risques liés aux travaux exécutés sur les sites d'intervention.

Afin de garantir l'hygiène et la sécurité des personnels présents sur le site, toutes les dispositions doivent être prises par le prestataire pour que, en toute circonstance, soient assurées les prestations suivantes :

- ↳ Sécurisation des biens et des personnes dans l'utilisation des installations prises en charge par le prestataire.
- ↳ Vérification du bon fonctionnement des installations techniques.
- ↳ Respect des conditions d'hygiène et de propreté des locaux techniques dans lesquels le prestataire est amené à intervenir.
- ↳ Respect du plan de prévention.

Dans le cas où le prestataire ne serait pas en mesure d'assurer ces prestations, Télécom Paris les fera assurer aux frais et risques du prestataire.

5.3 Personnel d'intervention du titulaire

Le titulaire s'engage à compter de la notification du marché à

- Affecter une équipe d'intervenants opérationnels pendant toute la durée d'exécution du marché. Dans son offre, le titulaire décrit son équipe d'intervenants opérationnels. Seules ces personnes désignées par le titulaire sont autorisées à intervenir.
- Désigner un responsable technique et fournir à Télécom Paris ses coordonnées. Il est le correspondant direct de Télécom Paris et est joignable rapidement en cas de nécessité. Il doit être présent sur le site lors de la réalisation des prestations et est l'interlocuteur du responsable bâtiment de Télécom Paris tant pour la coordination de la réalisation des prestations, de la bonne exécution des prestations que pour la validation des prestations réalisées.

Le personnel du titulaire est placé sous la responsabilité de ce responsable qui est apte à recevoir les consignes de Télécom Paris.

En conséquence, le titulaire s'engage notamment à :

- o Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formées en conformité avec les exigences de Télécom Paris telles que stipulées dans le CCTP.
- o Veiller et contrôler le maintien constant des compétences
- o Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement ses équipes, le cas échéant.

Le titulaire est seul responsable de son personnel intervenant dans le cadre du marché, qui demeure sous son contrôle et sa seule autorité hiérarchique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail.

Le personnel du prestataire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et faire preuve d'une discrétion absolue.

En cas de comportement répétés incorrects de son personnel, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour faire cesser ce comportement.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à faire bénéficier à Télécom Paris de tout savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience, concrétisés par l'intervention de son personnel, professionnel et compétent dans le domaine de chaque prestation objet du marché.

Afin d'assurer les succès des prestations, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour maintenir tout au long de l'exécution des prestations, des personnels homogènes, disponibles et réactifs.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouvent nommément désignées pour en assurer la conduite.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement Télécom Paris et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Les membres de l'équipe du titulaire sont considérés comme acceptés si Télécom Paris ne les récuse pas dans le délai d'un mois à compter de la date de début d'exécution.

Si Télécom récuse un ou plusieurs de ces profils, le titulaire dispose de 10 jours pour désigner un remplaçant et en informer Télécom Paris.

Télécom Paris peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti par courrier recommandé avec accusé de réception, le titulaire doit présenter, sous 10 jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par Télécom Paris.

Le titulaire est tenu au respect des normes d'hygiène et de sécurité ainsi qu'à l'information complète de son personnel en ce qui concerne lesdites normes et lesdites obligations visées dans le règlement intérieur applicable dans les locaux de Télécom Paris et/ou les autres lieux d'intervention.

Les techniciens du titulaire ont les compétences pour couvrir l'ensemble des tâches du présent marché. Les qualifications, CV et expériences des personnels affectés à la réalisation des prestations sont fournies à Télécom Paris dans le mémoire technique du titulaire et doivent faire l'objet d'une mise à jour immédiate en cas de changement d'intervenant et est instantanément transmise à Télécom Paris. La liste du personnel affecté à l'exécution des prestations, faisant apparaître leur nom, prénom et qualité est fournie dans le mémoire technique du titulaire.

Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétences des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coûts.

Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du titulaire, pour quelque cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de l'intervenant ; dans ce cas, le délai précité de dix jours calendaires court à compter de la date à laquelle le titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

Quelle qu'en soit la cause, le titulaire est par ailleurs tenu d'informer Télécom Paris de tout nouvel intervenant affecté à l'exécution des prestations.

En toute hypothèse, le silence gardé par Télécom Paris dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de notification par le titulaire de la proposition d'un remplaçant vaut acceptation du remplaçant ou nouvel intervenant proposé. En cas de refus porté à la connaissance du titulaire dans ce même délai, le titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations d'un nouvel intervenant à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus d'une entité utilisatrice.

Le non-respect des dispositions précitées entraîne l'application de pénalités telles que prévues ci-après.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS – PROTECTIONS

Obligation de Télécom Paris

Télécom Paris s'engage à assurer que ses structures sont susceptibles d'accueillir avec l'efficacité et la sécurité requises les prestations objet du marché.

Télécom Paris désigne parmi ses agents les interlocuteurs privilégiés avec lequel le titulaire se met en contact.

Télécom Paris s'engage à faciliter l'accès au site des agents du titulaire pour l'exécution des travaux objet du marché.

Moyens mis à disposition du titulaire par Télécom Paris

Les moyens suivants sont mis à disposition du titulaire : eau, électricité, locaux, clés, badges

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour éviter tout gaspillage.

Obligation du titulaire

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à Télécom Paris.

Le Titulaire doit prendre connaissance du règlement intérieur de Télécom Paris, des consignes générales de sécurité ainsi que du règlement incendie et en informer tous les personnels du Titulaire qui sont susceptibles d'intervenir dans l'immeuble.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

Le titulaire assiste aux essais de sécurité des installations techniques. Il assure le respect des consignes et règlements de sécurité et du maintien en état des matériels de sécurité dus (signalisation, mise en place des matériels et contrôle des révisions), des règlements d'hygiène, et des consignes données par Télécom Paris.

En cas de groupement ou de sous-traitance, le mandataire du groupement vis-à-vis des membres du groupement, ou le titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants est solidaire dans le cadre de la réparation des dommages tels que définis au présent CCAP et CCTP.

Le titulaire doit, en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, avertir immédiatement Télécom Paris.

ARTICLE 7 – ORGANISATION DES PRESTATIONS

7.1 Accessibilité aux locaux

Le prestataire, qui déclare à l'issue de la visite des locaux connaître les locaux mis à sa disposition, s'engage d'une manière générale à y effectuer toutes les prestations de qualité et assurer le bon fonctionnement des équipements dans les conditions fixées par le CCTP et dans son mémoire technique.

Le prestataire s'engage à respecter les règles de sécurité prévues par Télécom Paris et les textes en vigueur en ce qui concerne l'accès au site.

Le prestataire doit prendre toute disposition pour les faire respecter vis à vis de ces fournisseurs notamment concernant les horaires.

Le non-respect des règles de sécurité par le prestataire ou l'un de ses fournisseurs entraîne la responsabilité totale du prestataire.

La remise en état des dégâts occasionnés aux locaux par le prestataire ou ses fournisseurs sont à la charge du prestataire.

Les réparations doivent être effectuées dans la même gamme et suivant les mêmes caractéristiques techniques et esthétiques que les installations d'origine. Faute de prise en charge par le prestataire dans le délai d'un mois suivant la constatation par Télécom Paris des dégâts, cette dernière fera directement réaliser les travaux aux frais du prestataire sans mise en demeure préalable. Le montant des dépenses correspondantes est déduit de la facture dû ou des mois suivants.

7.2 Gestion des badges

Les badges, permettant l'accessibilité aux locaux, sont confiés au titulaire qui en devient responsable à part entière. En cas de perte, le titulaire supporte la totalité du coût de l'annulation et du remplacement des badges égarés.

Le badge doit comporter le nom de l'entreprise prestataire, le nom du porteur, sa photographie et sa fonction.

A la fin de la prestation, les badges doivent être remis au service de sécurité de Télécom Paris.

7.3 Plan de prévention

En application du décret du 20 février 1992 concernant les articles R. 237-6 et R. 237-8 du Code du Travail, une inspection est réalisée dès la prise d'effet du présent marché en présence des interlocuteurs de Télécom Paris, du prestataire et de ses éventuels sous-traitants, afin d'adapter le plan de prévention.

Celui-ci doit comprendre notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les phases d'exécution des travaux et opérations, notamment en ce qui concerne les équipements électriques, de contrôle d'accès et de sécurité incendie : il explicite en particulier les moyens de prévention concernant d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autres part les circulations verticales et horizontales des engins.
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades.
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail.

Le prestataire signale par écrit à Télécom Paris toutes les modifications nécessaires afin de mettre à jour le plan de prévention.

7.4 Tenues du personnel du titulaire

Le titulaire dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail et des EPI adaptées à sa fonction. Aucun agent du titulaire ou de ses sous-traitants ne peut être admis dans l'établissement, s'il n'est revêtu de sa tenue de travail ou s'il présente une tenue négligée.

Ces tenues de travail comportant le nom de la société et le badge d'identification qui doivent être portés en permanence.

Ces vêtements participent à l'hygiène selon la réglementation en vigueur et permettent d'identifier les agents du prestataire, notamment leur qualification.
L'ensemble du personnel est en tenue et toujours de présentation impeccable.

La fourniture, le nettoyage et l'entretien des vêtements de travail du personnel sont à la charge du titulaire.

7.5 Planification

Le titulaire organise et mène les prestations qui lui sont confiées en tenant compte des obligations du site. A cette fin, il établit un calendrier général des prestations, complété éventuellement par un calendrier d'exécution.

Les modalités d'organisation de l'intervention sont alors soumises à l'approbation de Télécom Paris, préalablement à l'information des utilisateurs du site.

Les calendriers sont fournis dans le mémoire technique du titulaire et sont régulièrement mis à jour.

7.6 Dégradations

Le prestataire a la pleine responsabilité des installations dont il a la charge.

Tout incident intervenant sur les installations dont le prestataire a la charge ou l'utilisation fait l'objet d'un constat contradictoire et d'un rapport circonstancié remis par le prestataire à Télécom Paris.

Tout dommage, dégradation, négligence, perte, vol causé aux installations et équipements par le prestataire, y compris du fait de ses fournisseurs ou sous-traitants est à la charge du prestataire.

En cas de dysfonctionnement non signalé sur des équipements et/ou disparition d'équipement, des pénalités sont appliquées.

Si le prestataire n'assure pas lui-même la remise en état de l'installation, Télécom Paris peut se charger d'exécuter ou de faire exécuter la remise en état aux frais du prestataire après l'en avoir informé par courrier recommandé avec accusé de réception.

7.7 Astreintes

Le titulaire met en œuvre une équipe d'astreinte dans le but de répondre aux exigences du CCTP et de faire suite aux demandes de dépannage de Télécom Paris dans le délai imparti.

ARTICLE 8 – INVENTAIRE CONTRADICTOIRE

Dès le démarrage d'exécution des prestations et au plus tard deux mois à compter de la notification du marché, un inventaire contradictoire des installations est établi préalablement à la prise en charge des installations par le prestataire et est annexé au CCAP. Il devient ainsi contractuel.

Le prestataire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements qu'il accepte de prendre en charge.

ARTICLE 9 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées à l'adresse suivante :

19, place Marguerite Perey
CS 20031 - 91123 Palaiseau Cedex

Les prestations sont effectuées en semaine pendant les heures ouvrables des sites, de 7h à 19h. Elles peuvent également être exécutées lors des fermetures temporaires du site, notamment dimanche et jours fériés avec l'accord de Télécom Paris.

9.2 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par Télécom Paris selon les modalités fixées à l'article 24 du CCAG FCS.

9.3 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait d'un événement revêtant le caractère de force majeure ou du fait de Télécom Paris, une prolongation du délai est accordée, dans les conditions visées à l'article 13.3 du CCAG FCS.

9.4 Force majeure

En cas de force majeure (événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté de la partie qui en est victime) déclarée et justifiée, les obligations contractuelles des parties sont suspendues. Le prestataire doit notifier à l'acheteur l'impossibilité d'exercer sa mission, dans un délai de 24 heures à compter de la survenance de l'événement.

Les obligations sont exécutées à nouveau dès que les effets des événements de force majeure auront cessés, selon des modalités de reprise qui seront été décidées d'un commun accord entre les parties.

Dans tous les cas, il appartient au prestataire de prendre toutes les mesures conservatoires pour éviter tout dommage ou dégradation et assurer la sécurité des équipements. Les montants forfaitaires de la rémunération annuelle feront l'objet d'une réfaction au prorata du nombre de jours ouvrables pendant lesquels il aura été impossible au prestataire d'assurer sa mission.

La survenance d'un cas de force majeure n'entraînera pas de report de la date d'échéance du contrat.

Ne sont pas considérés comme éléments de force majeure :

- Le fait que le délai stipulé au marché soit insuffisant pour réaliser les prestations.
- Les difficultés d'exécution de ces prestations,
- Les retards de livraison des fournisseurs du titulaire,
- Les difficultés d'approvisionnement,
- L'événement qui ne rend pas l'exécution matériellement impossible mais qui la rend simplement plus onéreuse.
- Les grèves

9.5 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage est programmée entre le titulaire et Télécom Paris afin de fixer les modalités d'exécution du marché et les fréquences d'intervention sur site.

Par la suite, une réunion annuelle est organisée, soit à l'initiative de Télécom Paris, soit à l'initiative du titulaire. A cette occasion, un point est effectué sur l'efficacité des prestations.

Des plans de progrès peuvent alors être dégagés pour une meilleure qualité des équipements et services rendus.

9.6 Gestion de stocks

Le prestataire doit à ses frais se doter d'un stock minimum de consommables et pièces de rechange lui permettant de respecter les contraintes du présent marché, les délais d'intervention, de réparation et de taux de disponibilité des équipements.

Il assure la conservation du stock dans ses propres ateliers.

Il doit proposer à Télécom Paris au plus tard à la fin du premier mois suivant la date de prise d'effet du présent marché, une liste des pièces qu'il envisage de maintenir en stock afin d'assurer la continuité de fonctionnement des équipements.

Le prestataire assure la gestion permanente de ce stock minimum et Télécom Paris se réserve la possibilité de contrôler à tout moment l'état de ce stock.

Le titulaire prend en charge sous sa seule responsabilité et stocke les pièces et matériels en un lieu à sa convenance hors du site de Télécom Paris.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de Télécom Paris, seul responsable des dommages subis par ces fournitures et responsables des dommages causés par ces dernières. Les fournitures s'entendent des produits, des consommables, des pièces de rechange et de tout matériel.

Le titulaire garantit Télécom Paris contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel ou les produits qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité. Le titulaire garantit de toute action en responsabilité pour tous dommages ou préjudices causés par les biens ou les préposés du titulaire.

Aucune indemnité ne peut néanmoins être accordée au titulaire pour perte totale ou partielle de son matériel flottant, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

En fin de marché, Télécom Paris peut reprendre tout ou partie du stock de pièces de rechange, au prix d'achat du prestataire. Cette possibilité est identique en cas de résiliation de marché.

9.7 Caractéristiques environnementales

Le titulaire décrit dans son offre la façon dont il répond aux spécificités dudit marché en matière de clauses environnementales (choix des modalités de transport auxquelles il recourt pour l'acheminement des fournitures, gestion des emballages etc.).

Le prestataire doit mettre en place les consignes de tri sélectif et l'enlèvement des déchets. Ces consignes doivent être en phase avec les dispositions du cadre d'enlèvement des déchets sur la voirie dont le titulaire a également la charge.

Le prestataire maintient dans un bon état d'utilisation les containers d'évacuation des déchets. La fourniture des sacs à usage unique qui est à la charge du prestataire.

Le Titulaire trie sélectivement les déchets et procède à la collecte sélective et les valorise conformément à la réglementation en vigueur.

Des indicateurs de suivi de cette valorisation sont à transmettre régulièrement à Télécom Paris.

9.8 Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de services du marché.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par Télécom Paris.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours d'exécution du marché selon les modalités définies à l'article R 2193-3 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant (DC 4 ou équivalent) :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L 2141-1 à L 2141-5 ou aux articles L 2141-7 à L 2141-10 du code de la commande publique.

Toute sous-traitance occulte peut être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire (article 41 du CCAG FCS).

ARTICLE 10 : GARANTIE

Le matériel fourni par le Titulaire est garanti, pendant la durée de garantie légale, soit un an et pendant la durée de garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure à la durée de garantie légale, à compter de sa mise en service.

Les carnets de maintenance mentionnent :

- la date de prise d'effet de la garantie
- les caractéristiques du matériel avec :
 - Marque et fournisseur
 - Type et n° de série
 - Caractéristiques particulières
 - Coût

Pendant ces périodes de garantie, il prend toutes dispositions, en accord avec le fabricant ou l'installateur des matériels et équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions et le respect de ses propres obligations contractuelles : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie.

Les constituants des installations nouvelles sont remplacés à l'identique sauf impossibilité qui doit être justifiée auprès de Télécom Paris.

Les constituants des installations nouvelles qui ne peuvent pas être remplacés à l'identique, doivent respecter les caractéristiques techniques préconisées par le Constructeur, mais ne peuvent être de qualité inférieure sauf accord écrit de Télécom Paris.

Les matières consommables sont de même, celles préconisées par le constructeur.

ARTICLE 11 : CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 Rapport d'activités – Tableaux de bord

Conformément à l'article 7 du C.C.T.P, le prestataire apporte la preuve de l'atteinte des résultats et des performances prévus au marché.

Pour cela, il remet à Télécom Paris les documents ci-après listés selon les périodicités indiquées :

- Un reporting mensuel à remettre le 5 de chaque mois au plus tard,
- Une proposition de budget de gros entretien à remettre au plus tard le 15 juillet de chaque année,
- Un rapport annuel d'activité remis le 30 janvier de chaque année au plus tard comprenant notamment :
 - La synthèse des rapports mensuels ramenés à l'année,
 - Un diagnostic sur le vieillissement du matériel,
 - Les propositions d'amélioration et d'optimisation des installations.

11.2 Contrôles qualité contradictoires

Durant toute l'exécution du présent marché, des opérations de contrôle de la bonne réalisation des prestations sont réalisées par Télécom Paris.

Le prestataire est avisé avant un contrôle par Télécom Paris, il est tenu de se présenter au rendez-vous.

En cas d'absence du prestataire, le contrôle unilatéral donne lieu à l'établissement d'un constat et l'application, le cas échéant, de pénalités en application de l'article 18 du présent C.C.A.P.

11.3 Auto-contrôles

Le titulaire vérifie et contrôle la qualité des prestations en vue de s'assurer qu'elles sont toutes correctement exécutées et que les dispositions des documents contractuels ont bien été respectées.

Aucun supplément n'est accordé si, pour des raisons techniques imposées par la réglementation et les normes en vigueur à la date de la remise des prix, des modifications, même de principe, étaient exigées du titulaire après sa soumission et cela quelle qu'en soit l'importance.

11.4 Contrôle permanent

Télécom Paris peut à tout moment, et sans en référer au prestataire, procéder ou faire procéder par toutes personnes désignées, aux contrôles jugés nécessaires, en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités d'exécution aux clauses du marché et aux mesures mises en œuvre pour assurer la prévention (cf mémoire technique), notamment en ce qui concerne le contrôle des mesures de sécurité et la présence des personnels du prestataire.

Ces contrôles portent notamment sur le respect des spécifications mentionnées au C.C.T.P

ARTICLE 12 : VERIFICATION

Les vérifications qualitatives seront effectuées par les entités utilisatrices conformément aux dispositions des articles 27 et 28 du CCAG FCS.

ARTICLE 13 : DECISIONS APRES VERIFICATION

A L'ISSUE DES VERIFICATIONS QUANTITATIVES

A l'issue des opérations de vérifications quantitatives, si la quantité fournie ou si les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, Télécom Paris peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai de 20 jours à compter de la mise en demeure d'achever la prestation notifiée au titulaire :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

A L'ISSUE DES VERIFICATIONS QUALITATIVES

A l'issue des opérations de vérification qualitative, Télécom Paris prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

ARTICLE 14 : ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Admission

Télécom Paris prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception ou en cas d'absence de décision, dans un délai de quinze jours à compter de la livraison.

Ajournement

Télécom Paris, s'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, pourra décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à Télécom Paris les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, Télécom Paris a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 30.3 et 30.4 du CCAG FCS, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence de Télécom Paris au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, Télécom Paris dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction

Si Télécom Paris estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, Télécom Paris dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, Télécom Paris est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet

Si Télécom Paris estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, il pourra en prononcer le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne pourra être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

Le titulaire disposera d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai sera écoulé, elles pourront être détruites ou évacuées par l'IMT, aux frais du titulaire.

ARTICLE 15 : MODALITES FINANCIERES

15.1 Prix

La rémunération du présent marché se fait sur base d'une partie forfaitaire et d'une partie unitaire.

Le prix des prestations forfaitaires comprend toutes les dépenses résultant à quelque titre que ce soit de l'exécution du marché, et notamment tous frais d'études et essais, plannings, main d'oeuvre, petites fournitures, échafaudages, balisage, outillages, transports, matériel, les faux frais, assurances, impôts, taxes, les frais généraux et la rémunération du prestataire.

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations identifiées par Télécom Paris au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique sont les prestations identifiées à bons de commande.

Il est exprimé en Euros et défini conformément aux spécifications du CCTP. Il fait apparaître le montant HT, la TVA et le montant TTC.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

15.2 Révision des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Annuellement, à date anniversaire de sa notification selon la formule suivante :

$$P' = P \times (0,15 + 0,70 \frac{ICHT-IME'}{ICHT-IME} + 0,15 \frac{FSD2'}{FSD2})$$

Dans laquelle :

- P' est la redevance révisée
- P est la redevance figurant dans l'acte d'engagement.
- ICHT-IME (avec effet CICE) est l'indice global pondéré des salaires des I.M.E publié au BOCCRF, valeur connue à la date de la remise de l'offre
- ICHT-IME' (avec effet CICE) est le même indice à la date de révision des prix
- FSD2 : Frais et services divers 2, publié au BOCCRF valeur connue à la date de remise des offres.
- FSD2' est le même indice que ci-dessus, à la date de révision des prix

Les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum trois décimales

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le titulaire s'engage à communiquer par envoi électronique faisant date certaine, le bordereau de prix mis à jour ainsi que le détail des calculs justifiant l'augmentation ou la baisse de prix avec un préavis de **trente jours** minimums, avant la date prévue pour l'application des ajustements.

Les **tarifs révisés et les justificatifs** sont adressés par le titulaire à Télécom Paris, par courriel à l'adresse suivante : myriam.joseph@telecom-paris.fr

ou par courrier à l'adresse suivante :

Télécom Paris – **Division Finances** –
19 place Marguerite Perey CS20031
91123 Palaiseau Cedex ou via PLACE.

Télécom Paris dispose d'un délai de 20 jours calendaire, à compter de la date de réception du nouveau tarif pour l'accepter par courriel. A défaut, le nouveau tarif est réputé rejeté.

15.3 Clause de sauvegarde

L'application de la formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 4% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 104%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

ARTICLE 16 : MODALITES DE REGLEMENT ET PRESENTATION DES FACTURES

16.1 Modalité de règlement

Les prestations réellement exécutées sont rémunérées par application des prix du BPU.

Les prestations exécutées par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance

S'agissant des prestations à prix forfaitaires, la facture est établie **trimestriellement à termes échus**. Pour les prestations faisant l'objet de bons de commande, les paiements interviennent après service fait attesté par la personne responsable du suivi de l'exécution de la prestation à Télécom Paris. Ils concernent uniquement le bon de commande exécuté.

Pour la première année, le premier acompte est établi au prorata temporis entre la date de prise d'effet et l'échéance immédiatement consécutive.

16.2 Présentation des factures

Le titulaire doit établir une facture détaillée pour les prestations exécutées. Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence de marché de Télécom Paris : 26 TPT 001 M
- La date d'établissement de la facture
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le détail des prestations réalisées,
- La période de réalisation des prestations
- Le numéro du compte bancaire à créditer,
- Le prix forfaitaire de la prestation concernée en euros H.T., ou, le cas échéant le prix unitaire en Euros H.T et les quantités,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C.,

La facture doit également porter :

Le **numéro de marché** de Télécom Paris : **26 TPT 001M**

Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par Télécom Paris, indiqué en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **EJ/B/suivi de l'année d'établissement de l'EJ et de 7 chiffres**).

Télécom Paris se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions.

En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Il est procédé à une vérification des pièces qui servent au paiement des sommes dues au titulaire et, le cas échéant, à la fixation des pénalités qui peuvent être mises à sa charge dans les conditions prévues dans le présent document.

16.3 Modalités de transmission des factures

En application de l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la Facturation électronique, le titulaire doit utiliser le système " CHORUS PRO ". Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour cette solution, il est nécessaire, préalablement à la saisie des factures, de s'être déclaré auprès de l'AIFE. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Selon le décret 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif à la facturation électronique, la transmission par ce portail est également exclusive de tout autre mode de transmission.

L'identifiant SIRET et le code service de Télécom Paris nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant :

- SIRET UNIQUE : **180 092 025 000 162**
- Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par Télécom Paris, indiqué en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **EJ/B/suivi de l'année d'établissement de l'EJ et de 7 chiffres**).
- Le code service : **TP_FACTURES_SERVICE_FINANCIER**

16.4 Modalités et délais de paiement

Le service chargé du paiement est :

L'Agent comptable de l'IMT

19 Place Marguerite Perey – CS 20031

91123 Palaiseau Cedex.

Le mode de règlement est le virement administratif avec un délai maximum de paiement à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par Télécom Paris.

Ce délai expire à la date de règlement par le comptable public de Télécom Paris.

Le dépassement de ce délai par Télécom Paris ouvre de plein droit, au bénéfice du titulaire à des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original déclaré dans l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à informer Télécom Paris de toute modification de son RIB/RIP en lui transmettant un exemplaire de son nouveau RIB/RIP par tout moyen à sa convenance.

Les paiements afférents au présent marché sont faits conformément aux règles de la comptabilité publique, par des virements au compte du titulaire.

Le mode de règlement est le virement SEPA.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

ARTICLE 17 : AVANCES

L'option A de l'article 11.1 du CCAG FCS étant applicable, sauf renonciation expresse du titulaire, une avance de 20 % du montant forfaitaire toutes taxes comprises du marché est versée au titulaire ou à son sous-traitant admis au paiement direct, lorsqu'il est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 5%.

Cette avance n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Conformément aux dispositions de l'article R 2191-10 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément à l'article R2191-11 modifié par Décret n°2025-1383 du 29 décembre 2025 - art. 2

ARTICLE 18 : OBLIGATION DE RESULTAT - PENALITES

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit Télécom Paris dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si des retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de Télécom Paris.

En cas de retard et en cas de manquement dans l'exécution du marché mises à sa charge par le présent marché, le titulaire peut encourir, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités listées ci-après.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.

Désignation des obligations	Montant de chaque pénalités (montant en euros hors taxes) et conditions d'application
Clés/Badges	
En cas de perte de clé/Badge ou de tout autre dispositif remis par le Client au Prestataire pour l'exécution de ses prestations	100 € par constat + Le coût de remplacement du matériel perdu et si nécessaire le coût de l'ensemble des modifications entraînées par cette perte, qui peut être le remplacement de toutes les serrures concernées
Retard dans la réalisation des prestations	
En cas de retard non justifié le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de Télécom Paris.	100 € par jour ouvré de retard
Réunions / Convocations	

En cas d'absence du R.S. agréé et désigné ou de son remplaçant ayant les mêmes pouvoirs de décision, à une réunion d'exploitation ou de coordination fixée par le Client - Non signalée au moins 24 heures à l'avance	100 € par personne absente
Indisponibilité de personnel	
Indisponibilité de personnel affecté à la réalisation des prestations (personne absente et non remplacée) dans le respect de la réglementation du Code du travail sans mise en demeure préalable.	30 € par tranche de 15 minutes
Documents / Consignes	
Non-respect des consignes ou des dispositions d'un document (PAQ, règlement intérieur, plan de prévention...)	100 € par constat
Délais de remise des documents d'exploitation attendus	
En cas de non mise à jour ou de retard dans la fourniture des documents d'exploitation, de maintenance, de personnel, etc. Les listes de documents et les délais dans lesquels ceux-ci doivent être produits, peuvent être modifiés par ordre de service du Client après consultation du Prestataire	60 € par jour de retard et par document
Non-respect des prescriptions techniques	
En cas de non-respect de ses engagements contractuels sur la qualité d'exécution des prestations définies au CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'ajournement des prestations en cas de qualité jugée insuffisante, le titulaire est tenu d'effectuer à nouveau les prestations ajournées sans supplément de prix, dans un délai déterminé par Télécom Paris (48 heures maximum) ; ▪ En cas de qualité jugée médiocre suite à cette remise à niveau, des pénalités égales à 20% de la facture mensuelle peuvent être appliquées. 	
Délais	
Dépassement des délais d'intervention, de remise en service ou de remise en état définitif	40 € par défaillance constatée et par heure de retard au-delà du délai prévu dans le contrat
Tenues vestimentaires	
En cas d'absence de port de la tenue de travail obligatoire ou d'absence de port d'insigne du prestataire (y compris sous-traitants)	50 € par défaillance constatée dans la limite d'un constat par jour et par agent
Durée d'Indisponibilité totale ou partielle d'un bâtiment	
Tout fait dû au Prestataire, empêchant l'ouverture de tout ou partie du bâtiment ou mettant en jeu la sécurité des personnes et des biens	500 € par heure commencée
Durée d'Indisponibilité totale de la fonction	
En cas d'indisponibilité totale d'une fonction (par ex : chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage, eau, etc.), dont le Prestataire est responsable	200€ par heure commencée Sur décision du Client, la pénalité peut être appliquée au prorata de la surface concernée
Enlèvement des déchets relatifs aux travaux	
Le Prestataire doit enlever au fur et à mesure les déchets, détrit, emballages relatifs à ses travaux.	30€ par jour calendaire un jour après la constatation
Réalisation des contrôles qualité	
Le prestataire doit réaliser un contrôle de la qualité de ses prestations	100 € par constat

Intervention non autorisée	
Dans le cas où le Prestataire exécute des travaux dangereux, insalubres ou non autorisés par le Client	100€ par constat
Délai de remise des devis	
En cas de retard dans la remise de devis	50€ par jours de retard
Rapport de prise en charge	
En cas de non remise du rapport de prise en charge complet	200€ par jour de retard
Interventions programmées	
Retard dans l'exécution d'une intervention programmée (préventif ou autre) par rapport au planning prévisionnel ou à une date fixée avec le Client	80€ par semaine de retard au-delà d'une semaine
Délais d'intervention	
Dépassement des délais d'intervention, de remise en service ou de remise en état définitif	40€ par défaillance constatée et par heure de retard au-delà du délai prévu dans le contrat
Fiabilité	
Nature du risque : Très Critique Récurrence des pannes sur un même équipement ou ouvrage objet du contrat Le terme de « panne » se comprend comme défaillance technique	Si le nombre de constat atteint ou dépasse 5 défauts par mois. Toutes les interruptions de fonctionnement hors arrêt programmé pour la maintenance préventive, sont comptabilisées 1000€ à partir de 5 pannes par mois + 40€ pour chaque panne supplémentaire
Nature du risque : Critique Récurrence des pannes sur un même équipement ou ouvrage objet du contrat Le terme de « panne » se comprend comme défaillance technique	Si le nombre de constat atteint ou dépasse 5 défauts par mois Toutes les interruptions de fonctionnement hors arrêt programmé pour la maintenance préventive, sont comptabilisées 500€ à partir de 5 pannes par mois + 40€ pour chaque panne supplémentaire
Nature du risque : Ordinaire Récurrence des pannes sur un même équipement ou ouvrage objet du contrat. Le terme de « panne » se comprend comme défaillance technique	Si le nombre de constat atteint ou dépasse 10 défauts par mois Toutes les interruptions de fonctionnement hors arrêt programmé pour la maintenance préventive, sont comptabilisées 250€ à partir de 10 pannes par mois + 40€ pour chaque panne supplémentaire
Absence technicien	
En cas d'absence d'un technicien sans remplaçant agréé	500€ par jours d'absence
Appareil de contrôle	
Par appareil (appareils de contrôle, de mesure...) non présent ou porté en permanence sur le site tel que défini au marché, ou par appareil non présenté à chaque demande de Télécom Paris	30€ par constat
Travail dissimulé	
En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, Télécom Paris, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du	

Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à Télécom Paris la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai de deux mois, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, Télécom Paris peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

Non déclaration de sous-traitance

En cas de sous-traitance non déclarée, il sera appliqué une pénalité de 3000 €. La non déclaration de sous-traitance est également un motif de résiliation du marché aux torts du titulaire.

Les pénalités et les réfections sont cumulables et les pénalités restent dues en cas de résiliation du marché.

ARTICLE 19 : JUSTIFICATIS FISCAUX ET SOCIAUX

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Institut Mines-Télécom, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestions.com>

A défaut, le marché peut être résilié aux torts du titulaire. Ainsi Télécom Paris peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Si les documents ne sont pas fournis, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

ARTICLE 20 : ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

ARTICLE 21 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

- Protection des données à caractère personnel :

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer, pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « *RGPD* »), ainsi que la Loi du 6 janvier 1978 modifiée dite loi « Informatique et Libertés » (ci-après « *LIL4* »).

Au sens du RGPD et pour la bonne application du présent article :

- L'Institut Mines-Télécom a la qualité de responsable de traitement (*désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement* ;
- Le titulaire a la qualité de sous-traitant (*désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement* ;

▪ *Description du traitement*

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de Télécom Paris les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet dudit marché.

La finalité du traitement est des prestations de maintenances préventives, correctives et d'astreintes sur les installations de chauffage, ECS, ventilation, conditionnement d'air, désenfumage mécanique des locaux de Télécom Paris situés à 19, Place Marguerite Perey CS20031 Cédex Palaiseau.

Les catégories de personnes concernées sont le personnel de Télécom Paris entre autres.

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont celles mentionnées au présent CCP. Elles seront conservées pendant toute la durée d'exécution du marché et jusqu'à 10 ans après la fin du marché.

▪ *Obligations du titulaire*

Le titulaire s'engage à :

- Collecter et traiter les données à caractère personnel strictement nécessaires aux finalités et uniquement pour les finalités objet du présent marché.
- Collecter et traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées de Télécom Paris figurant au présent marché.

Si le titulaire considère qu'une instruction donnée dans le périmètre de dudit marché constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou de la LIL4, il en informe immédiatement Télécom Paris.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit français auquel il est soumis, il doit informer l'Institut Mines-Télécom de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire s'engage également à :

- Assurer un traitement loyal et licite des données à caractère personnel ;
- Nommer, si la réglementation en vigueur l'exige, un Délégué à la Protection des données et à communiquer ses coordonnées à l'Institut Mines-Télécom ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées ;
- Mettre en œuvre des mesures de sécurité adéquates afin de protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé, notamment lorsque le traitement suppose la transmission de données par réseau, et contre toute autre forme illicite de traitement et elles assurent un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger, eu égard au niveau technologique et au coût de mise en œuvre ;
- S'appuyer sur une charte informatique incluant la sécurisation des serveurs (dispositif anti-intrusion, journalisation des accès, PCA, PRA, sécurisation des mails, ...), et ce en respectant les critères définis par l'ANSSI ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de l'accord-cadre s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale

appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

- Communiquer la liste et les coordonnées de tous les lieux de stockage des données à caractère personnel ;
- Ne pas utiliser les informations, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au contrat ;
- Notifier, dans les meilleurs délais, à l'Institut Mines-Télécom toute violation de données à caractère personnel après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@imt.fr ;
- Mettre à disposition de l'Institut Mines-Télécom la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Institut Mines-Télécom ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- Collaborer avec l'Institut Mines-Télécom dans le cas d'une étude d'impact sur la vie privée.

Il s'engage notamment à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Ensemble des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel ;
- Les moyens d'investiguer les traces en cas d'incident de sécurité, que ce soit physique ou distant

Télécom Paris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

▪ *Sous-traitants ultérieurs*

Le titulaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants (sous-traitants ultérieurs ou de 2^{ème} niveau pour l'IMT) pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques. Dans ce cas, il en informe préalablement et par écrit, l'Institut Mines-Télécom, y compris en cas de changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement de données à caractère personnel sous-traitées, l'identité et les coordonnées des sous-traitants, leurs lieux de stockage des données personnelles et les dates du contrat de sous-traitance.

Le titulaire est tenu de s'assurer de la mise en place du dispositif de mesures adéquates de sécurité et de protection des données chez ses sous-traitants et de transmettre ce dispositif à l'Institut Mines-Télécom.

Le titulaire est tenu de s'appuyer sur des clauses contractuelles types renforcées en cas de sous-traitance par un organisme établi en dehors de l'Union européenne.

L'Institut Mines-Télécom dispose d'un délai minimum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'Institut Mines-Télécom n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est alors tenu de respecter les obligations du présent marché, et notamment du présent article, pour le compte et selon les instructions de l'Institut Mines-Télécom. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et de la LIL4. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'Institut Mines-Télécom de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

▪ *Information des personnes concernées et exercice des droits*

Il appartient à Télécom Paris de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement de leurs données à caractère personnel du présent marché.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'Institut Mines-Télécom à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@imt.fr

▪ *Sort des données*

Au terme des opérations de traitement de données à caractère personnel réalisées au titre du présent marché, le titulaire s'engage à détruire, sans délai, toutes les données à caractère personnel, ainsi que toutes les copies existantes dans ses systèmes d'information. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

▪ *Délégué(s) à la protection des données*

L'Institut Mines-Télécom a désigné un Délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@imt.fr

S'il en a désigné un, le titulaire communique à l'Institut Mines-Télécom et au Délégué à la protection des données de l'Institut Mines-Télécom le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

▪ *Registre des catégories d'activités de traitement*

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom comprenant notamment :

- Le nom et les coordonnées de l'Institut Mines-Télécom pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Institut Mines-Télécom, et leurs finalités ;
- Les acteurs concernés par lesdits traitements ;
- Les données à caractère personnel collectées et traitées, leur durée de conservation ainsi que leurs destinataires,
- Une description détaillée des mesures de sécurité juridiques, techniques et organisationnelles.

▪ *Obligations de l'Institut Mines-Télécom vis-à-vis du Titulaire*

L'Institut Mines-Télécom s'engage à :

- Fournir au titulaire les données à caractère personnel visées à l'article 4.1 du présent marché ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données à caractère personnel par le titulaire ;
- Superviser le traitement des données à caractère personnel, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

▪ *Obligation de sécurité*

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Ensemble des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel ;
- Les moyens d'investiguer les traces en cas d'incident de sécurité, que ce soit physique ou distant.

À ce titre, le titulaire s'engage à transmettre à l'Institut Mines-Télécom la liste des mesures techniques et organisationnelles qu'il met en œuvre.

Cette liste doit être maintenue à jour et tenir compte des évolutions technologiques.

L'Institut Mines-Télécom se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

▪ CONFIDENTIALITE

Confidentialité des échanges dans le cadre du marché

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à observer et faire observer la plus stricte confidentialité à l'égard des connaissances antérieures, des informations et autres documents transmis par l'IMT au Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché par écrit, oralement ou électroniquement.

Le titulaire s'engage naturellement à :

- Traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- Garder les informations confidentielles et à ce qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- Ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété intellectuelle portant sur les informations confidentielles ;
- Éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution du marché ;
- Au respect par ses salariés, et le cas échéant ses sous-traitants, de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

L'IMT pourra, quant à lui, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à la communication des documents administratifs, communiquer certaines pièces du marché à toutes personnes intéressées, dans les conditions précisées par la commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Préalablement à cette communication, l'IMT s'engage à expurger des dispositions contractuelles toutes informations relatives à la vie privée, au secret industriel et commercial.

Confidentialité du système d'information de l'Institut Mines-Télécom

Le titulaire s'engage à ne pas rendre public ou divulguer à qui que ce soit sous forme écrite, orale, ou électronique les informations relevant du système d'information de l'Institut Mines-Télécom auxquels il a accès lors de l'exécution de sa prestation.

L'IMT interdit au titulaire de délivrer via n'importe quel moyen de communication, toute information confidentielle relative au système d'information de l'Institut Mines-Télécom et spécialement toute information pouvant :

- Donner une indication sur l'architecture réseau, la configuration matérielle ou logicielle, les plates-formes, les serveurs, etc., et toute composante des systèmes d'information et de communication
- Donner une indication sur les mécanismes de contrôle d'accès et de protection des systèmes d'information et des dispositifs de sécurité physique ou logique ;
- Donner une indication sur la politique sécuritaire, les programmes présents ou à venir, les budgets, ou toute autre information relevant des affaires internes de l'IMT utilisant le Logiciel et la Base de données ;
- Donner une indication sur tout type de faille organisationnelle ou technique décelée.

Et d'une façon générale, le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, codes sources et codes objets, études et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre ; il s'interdit notamment toute communication écrite, électronique ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers.

Durant et au terme de sa prestation, le titulaire s'engage à ne pas divulguer ou à ne pas déposer dans des lieux non sécurisés tout document, quel que soit sa forme (papier, magnétique, électronique ou autre), portant des informations concernant l'IMT et le système d'information de l'IMT.

Il veillera à la fin de la prestation à détruire les documents de travail utilisés.

L'IMT se réserve le droit de vérifier le niveau de sécurité des endroits de stockage de documents relatifs à la prestation et ce à tout moment, même postérieur à celle-ci.

Confidentialité des Résultats, des Données et des données personnelles

Les Résultats, Données et données personnelles, manipulés par le titulaire en provenance de l'IMT, du Logiciel et/ou de la Base de données lors de la réalisation des prestations sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Même anonymisés, ils doivent demeurer confidentiels.

Il en va de même pour les supports informatiques de ces Résultats, Données et données personnelles.

Le titulaire se porte garant de l'intégrité et de la confidentialité des Résultats, Données et des données personnelles auxquels il aura accès et/ou qui lui seront confiés par l'IMT, le Logiciel et/ou la Base de données pour lui permettre de réaliser ses prestations.

L'ensemble des Résultats, Données et données personnelles gérées et générées par le Logiciel et/ou la Base de données est la propriété de l'IMT et/ou de tiers et doivent faire l'objet d'un traitement garantissant leur confidentialité.

L'IMT est seul susceptible de décider de leur communication dans le respect des droits des tiers, des dispositions de la LIL4 et du RGPD, et des dispositions prévues au présent marché.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des Résultats, Données et des données personnelles, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre
- Ne pas utiliser les Résultats, Données et données personnelles à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces Résultats, Données et données personnelles à d'autres personnes que celles spécifiées au présent marché ou sur instruction de l'IMT, et dans un autre pas de temps et/ou à d'autres fins que ceux spécifiés au présent marché, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Résultats, Données et données personnelles en cours d'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des Résultats, Données et données personnelles tout au long de la durée du présent accord-cadre ;

et en fin d'accord-cadre à :

- Restituer intégralement les Résultats, Données et données personnelles à l'IMT et/ou à la structure désignée par l'IMT ; la restitution devant s'accompagner de la destruction par le Titulaire de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les Résultats, Données et données personnelles de façon définitive et sécurisée et en attester par courrier adressé à l'IMT. L'IMT se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

L'IMT pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur de titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Dispositions communes

Les obligations de confidentialité se maintiennent pendant toute la durée d'exécution du marché. mais aussi à son terme.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer les mêmes obligations. Il prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

Le titulaire s'interdit de se prévaloir, du fait de la communication de ces informations confidentielles d'une quelconque cession, concession de licence ou d'un quelconque droit de possession antérieur, tel que défini par le Code de la propriété intellectuelle, sur celles-ci.

ARTICLE 22 : MODIFICATION DU MARCHE

Les parties peuvent, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En application de l'art. R2194-1 du code de la commande publique, les clauses de réexamen peuvent concerner :

En cas de variation de plus de 10%, en plus ou en moins, du montant de la catégorie d'équipement technique définie au D.P.G.F., le prix du marché sera modifié à partir des prix résultant du D.P.G.F. du

présent marché : le nouveau prix et les nouvelles conditions d'exploitation du site sont contractualisés par un avenant signé des deux parties.

En particulier, le marché peut être modifié en cas de changement des installations de Télécom Paris, de modification de la formule de révision des prix ou de révision de la périodicité des prestations à réaliser.

Le marché peut également être modifié en cas de modifications relatives aux conditions d'exécution des prestations.

ARTICLE 23 : FIN DU MARCHE

En fin de marché, le prestataire s'engage à laisser les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Les locaux mis à disposition du prestataire doivent être nettoyés et vidés du matériel lui appartenant.

De même, le prestataire restitue toute la documentation d'exploitation et de maintenance qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché.

Le prestataire s'engage, pendant le dernier mois de son marché, et sans rémunération supplémentaire, à accepter la présence du personnel du nouveau prestataire et à le guider dans sa prise de connaissance des installations.

ARTICLE 24 : RESILIATION

24.1 Résiliation pour évènements extérieurs au marché

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/FCS. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG/FCS. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

24.2 Résiliation pour évènements liés au marché

Le marché peut être résilié par Télécom Paris ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 40 du CCAG/FCS.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG/FCS. Ce décompte une fois arrêté par l'Institut Mines-Télécom est ensuite notifié au titulaire.

24.3 Résiliation pour faute du titulaire

Le marché peut être résilié par Télécom Paris dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG/FCS, ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions du marché.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation définies ci-après.

En particulier, Télécom Paris se réserve le droit de demander au titulaire le remplacement du personnel affecté à la réalisation du marché. Le refus ou l'impossibilité de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation du marché.

Le marché peut également être résilié de plein droit par Télécom Paris aux torts exclusifs du titulaire, lorsque le cumul des pénalités depuis le début de l'exercice en cours représente un montant supérieur à 20 % du montant de l'accord-cadre.

Télécom Paris signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations, ainsi que les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai ou si Télécom Paris constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG/FCS. Ce décompte une fois arrêté par Télécom Paris est ensuite notifié au titulaire.

24.4 Résiliation pour motif d'intérêt général par Télécom Paris

Télécom Paris peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot concerné avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Le titulaire a droit au versement d'une indemnité de résiliation dans les conditions définies à l'article 42 du CCAG/FCS.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG/FCS. Ce décompte une fois arrêté par Télécom Paris est ensuite notifié au titulaire.

24.5 Exécution de la prestation aux frais du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation dû à ses torts, Télécom Paris peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du lot aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce lot par le tiers désigné par l'Institut Mines-Télécom.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 25 : REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique, en cas de jugement instituant un redressement judiciaire ou une liquidation judiciaire du titulaire, ce jugement est notifié immédiatement à Télécom Paris. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le cas échéant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions législatives, réglementaires et contractuelles qui s'appliquent.

ARTICLE 26 : ELECTION DE DOMICILE / REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Election de domicile : Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

Règlement des différends entre les parties : Télécom Paris et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et Télécom Paris doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à Télécom Paris dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Télécom Paris dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Règlement amiable : La recherche d'un règlement amiable entre les parties puis, en cas d'échec, par la saisine du CCIRA est un préalable **obligatoire** au recours contentieux.

Dès lors, les parties s'engagent dans un premier temps à rechercher une solution à leur litige par des échanges et rencontres.

Pour ce faire, en cas de désaccord, le titulaire transmettra à Télécom Paris un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à Télécom Paris dans le délai de trente jours calendaires, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Télécom Paris dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. En cas d'accord, les parties procéderont à la signature d'un protocole transactionnel formalisant leur l'accord définitif.

A défaut d'accord, elles s'engagent à saisir les instances administratives et juridictionnelles.

Enfin, la saisine de ce Comité interrompt le cours des différentes prescriptions et suspend les délais de

ARTICLE 27 : DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Articles du marché par lequel est introduite cette dérogation
Article 4	Article3
Article 14	Article 18
Article 45	Article 5